

## Inquiétudes pour Montréal

Chronique du 13 novembre 2024

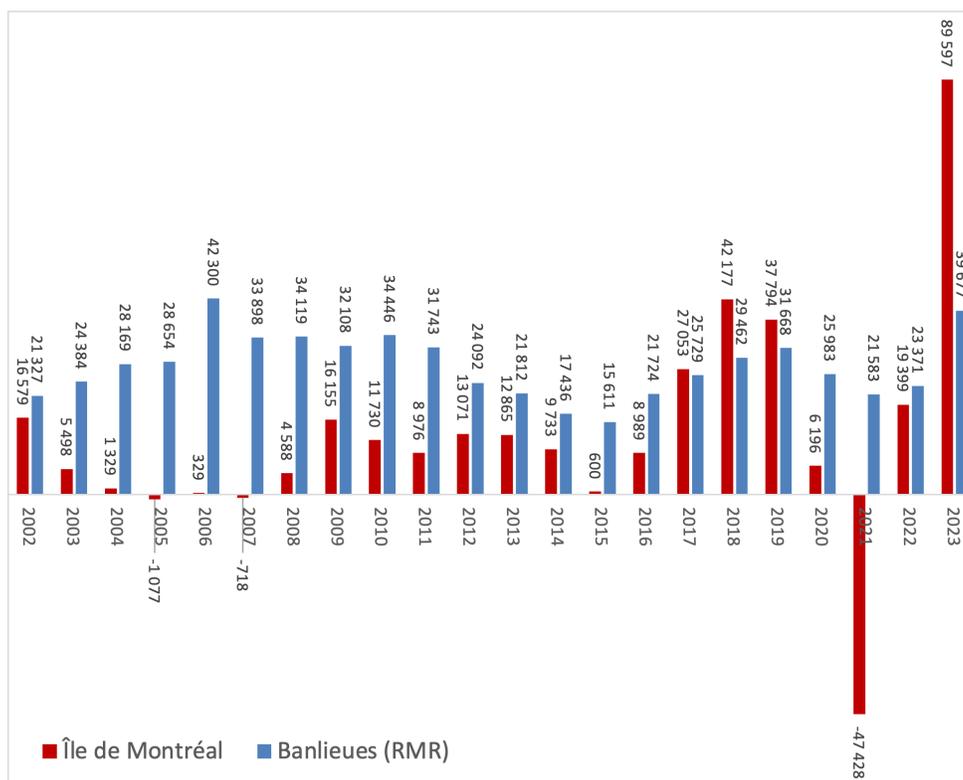
Nous avons vu récemment que l'Institut de la statistique du Québec est très pessimiste pour l'avenir démographique de Montréal, ne lui prévoyant que 60 000 habitants supplémentaires d'ici l'an 2041. On verra que cette prévision est déjà démentie. Cela dit, l'avenir de Montréal s'annonce-t-il tout de même morose, et si oui, quelles pourraient en être les raisons ?

Nous verrons dans cette chronique qu'une ville peut connaître un renouveau spectaculaire, mais que celui-ci demeure fragile, des forces contraires et incontrôlées pouvant à tout moment surgir.

### Le sursaut de Montréal

Vous m'avez entendu parler à cette antenne du spectaculaire redressement de Montréal au cours des dernières années. Cette opinion se fondait sur le graphe qui suit.

Répartition de la croissance démographique au sein de la région métropolitaine de Montréal (RMR) au cours de la période 2002-2023



Source : Institut de la statistique du Québec, chiffres démographiques annuels. Traitement : R. Bergeron.

Nous allons d'abord nous pencher sur deux périodes.

Dans un premier temps, vous remarquerez qu'au cours des trois années 2005-2007, Montréal a vu sa population diminuer, ce qui signifie que les banlieues périphériques accaparaient plus de 100 % de la croissance démographique en région métropolitaine. Montréal allait mal, c'est le moins que l'on puisse dire. L'arrivée de la Communauté métropolitaine de Montréal, le 1<sup>er</sup> janvier 2022, nouvelle institution dont la première mission était de lutter contre l'étalement urbain, était à ce moment peu concluante.

Centrons maintenant notre attention sur une autre période de trois années, 2017-2019. Quel retournement de situation ! puisque Montréal a réalisé ce que même moi je croyais impossible, en l'occurrence capter plus de la moitié de la croissance démographique de la RMR. J'en ai été dithyrambique, parlant de :

- La renaissance résidentielle de Montréal, tout particulièrement de son centre-ville;
- La redécouverte par des franges significatives de la population des vertus de la centralité;
- La réconciliation de ces mêmes populations avec la ville et son mode de vie.

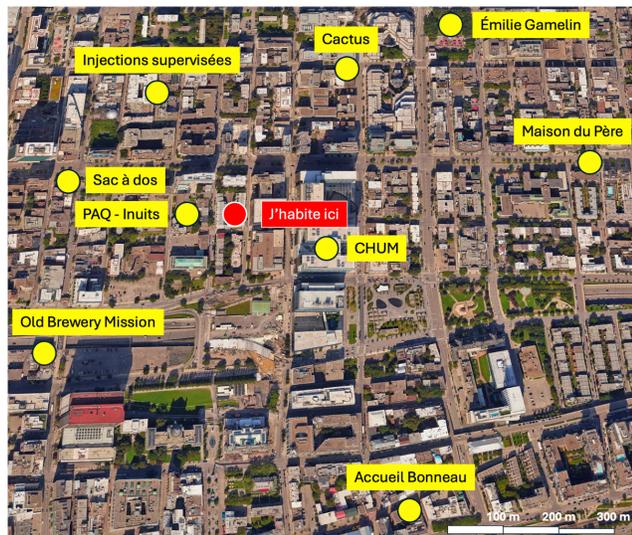
J'ai cru la partie gagnée... jusqu'à ce que la crise COVID nous tombe dessus. À cet égard, il ne faut pas accorder trop d'importance aux soubresauts des quatre années 2020 à 2023 : il faut attendre deux ou trois années supplémentaires pour voir quelles seront les nouvelles tendances à s'imposer.

J'ai déjà fait part de mon inquiétude quant aux conséquences durables du télétravail, allant jusqu'à proposer le néologisme « hyper étalement urbain ». Par ailleurs, j'ai démontré que, d'ici 2040, la langue française est à risque de passer sous la barre des 40 % à Montréal. Ce qui fait déjà deux prises contre elle. Abordons maintenant la troisième et dernière prise, celle qui risque de marquer la fin de partie pour Montréal.

## Crise de l'itinérance et de la toxicomanie

Il faut avoir conscience que si la **centralité a des vertus**, elle peut également comporter des aspects plus sombres. Ainsi, une **réconciliation avec la ville** consentie à certaines conditions peut s'évanouir si ces conditions ne sont plus présentes.

J'habite au centre-ville depuis 23 ans, pratiquement au **ground zero** des services d'aide à l'itinérance, comme on peut le voir à l'image ci-contre. La vie n'y a pas toujours été agréable, mais en y mettant un minimum de bonne volonté, elle demeurait tout à fait tolérable.



Tout a changé depuis deux ans, suite à l'explosion de l'itinérance, particulièrement celle imputable aux nouvelles drogues (fentanyl et xylazine, dite **drogue zombie** pour l'effet qu'elle entraîne sur ses consommateurs) :

- Il n'est plus possible de sortir de chez soi sans vivre au minimum une situation désagréable, plusieurs par une journée *pas-de-chance*;
- Il y a pire, en ce sens que de plus en plus, c'est à des situations intimidantes qu'il faut faire face, au point que j'ai dû faire appel à la police la semaine dernière.

J'en parle régulièrement avec d'autres résidents de longue date du centre-ville, qui me disent vivre la même chose.

La polémique sur la nouvelle itinérance a en quelque sorte explosé le printemps dernier par suite de l'ouverture de la Maison Benoît Labre, à 60 mètres d'une école primaire et à côté d'un parc, dans le quartier Saint-Henri.<sup>1</sup> :

- Il s'ensuivit une série d'événements allant de disgracieux à traumatisants qui ont soulevé l'ire de la population locale, tout particulièrement chez les parents des enfants fréquentant l'école primaire toute proche;
- Dans les mois qui ont suivi, des groupes de citoyens ont fait échouer deux projets d'implantations similaires à Rosemont et Ahuntsic<sup>2</sup>.

En réaction, le ministre des Services sociaux, Lionel Carmant, a dit envisager l'imposition d'une distance minimale entre tout nouveau centre de ce type et les écoles et garderies. La réponse du milieu communautaire ne s'est pas fait attendre :

*« Alors que les besoins explosent en itinérance, exiger que les centres d'injection supervisée, les refuges et les centres de jour pour sans-abri s'installent à bonne distance des écoles et garderies (...) est impossible à Montréal ».*

Propos recueillis par Isabelle Ducas, La Presse, 28 octobre 2024

Une personne pour laquelle j'ai le plus grand respect, James Hugues, DG de la Mission Old Brewery, résume de façon posée la situation :

*« Il y a une augmentation massive de l'itinérance depuis 18 mois. (...) Il y a des itinérants partout, donc chaque quartier doit faire sa part. (...) Il faut du courage dans chaque quartier pour accueillir ces gens ». (même source).*

Les élus municipaux partagent cet avis que des services doivent faire leur apparition dans tous les quartiers parce que l'itinérance est en hausse partout sur le territoire :

- C'est ce que confirme la mairesse Plante qui, parlant des « **besoins de la vulnérabilité** » et « **d'améliorer la cohabitation** », a annoncé que l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (ÉMMIS), présentement déployée dans 4 arrondissements, le sera dans les 19 l'an prochain (Journal de Montréal, 14 août).

---

<sup>1</sup> Ce centre offre 35 logements supervisés pour ex-itinérants, comporte un centre de jour qui sert autour de 200 repas quotidiennement, ainsi que des locaux où la consommation de drogues dures est autorisée

<sup>2</sup> Église Sainte-Bibiane dans le premier cas, rue Bois de Boulogne dans le second.

- Pour sa part, Robert Beaudry, responsable de l'itinérance au comité exécutif de la Ville, parle de « **construire l'acceptabilité sociale** » et de « **faire le nécessaire afin de bien intégrer (les itinérants) dans leur quartier** ».

La chose serait ainsi unanimement entendue : des services pour itinérants, incluant pour toxicomanes, vont bientôt être déployés partout dans les quartiers de Montréal.

## La pente glissante

Chacun sait que tout ce qui arrive aux États-Unis arrive chez-nous 10 ou 15 ans plus tard. Or, les États-Unis vivent depuis le début des années 2000 une formidable crise de l'itinérance, pour une partie significative due à l'explosion de la toxicomanie, laquelle aurait entraîné 1 million de décès, dont 500 000 liés aux opioïdes (fentanyl et assimilés). C'est sur cette pente glissante que Montréal, comme malheureusement beaucoup d'autres villes du Québec, semble désormais engagée.

Je n'ai pas la science infuse, surtout pas sur ce sujet à la fois délicat et multiforme. Je me limite à être d'accord avec l'idée principale que la réponse doit d'abord et avant tout passer par le logement, ce qui est d'ailleurs l'approche officielle de nos gouvernements (Logement d'abord / Housing first) : mais encore faudrait-il que lesdits gouvernements passent eux-mêmes de la parole aux actes.

J'aimerais tout de même y aller d'une remarque. Nul ne contestera que l'itinérance soit une réalité négative. Face à une réalité négative en forte croissance, les pouvoirs publics peuvent soit « l'accompagner » par une offre de services elle aussi croissante, visant à en atténuer les effets les plus cruels, soit « la combattre » à la source. Il me semble que cette seconde approche serait la mieux avisée pour cette partie de l'itinérance liée à la toxicomanie.

Si l'on ne trouve pas d'autre solution que d'ouvrir des centres d'injection supervisée dans tous les quartiers de Montréal, j'ai bien peur que l'ISQ n'ait finalement eu raison de n'annoncer que 60 000 habitants de plus à Montréal en 2041.